

# HAÏTI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

VOL. LV, No. 9 New York : tél. : (718) 812-2820; • Montreal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 16 -23 avril 2025

Fondé à New York,  
cet hebdomadaire est édité  
par la société  
Haïti-Observateur Group, Inc.  
www.haiti-observateur.ca  
Haïti-Observateur  
P.O. Box 356237  
Briarwood, NY 11435-6235  
Tél. (718) 812-2820  
haiti\_observateur@yahoo.com  
New York: \$1,00  
Partout ailleurs : 1,50 \$  
Haïti: 20 gourdes  
Tél. (718) 812-2820

ENTRE LA CARICOME ET SES PATRONS, L'HISTOIRE CE CORSE CONTRE HAÏTI

## La feuille de route qui a engendré l'insécurité et les multiples crises reste en place

Il semble que ces « grands patrons » soient en mode « à prendre ou à laisser »...

Par Léo Joseph

Il y a un vieux dicton, qui semble s'appliquer de jour en jour à la réalité haïtienne : « *Qui paie la facture passe les ordres* ». Si les pays donateurs usaient de patience, depuis toutes ces années que l'aide atterrissait dans les comptes d'Haïti, sans faire de pressions désagréables, il semble que le moment soit venu, tout au moins, de « *tirer les oreilles* ». Ce qui se passe présentement pourrait indiquer que les relations entre Haïti et les États tuteurs ont atteint une nouvelle phase. Si les discussions, qui se déroulent dans les officines diplomatiques, se révèlent vraies, Washington et les États de la Caraïbe, qui lui servent de substituts, auprès d'Haïti, pourrait, à travers ces pays, donner une pilule extrêmement amère à avaler à la première République noire du monde.

Au moment où le peuple haïtien, par la voix de la grande majorité de ses citoyens, commence à se ressaisir pour crier halte-là



Fritz Alphonse Jean

assassinats, kidnappings, viols, vols, misère, crises multiformes, etc., mais surtout, abas faim endémique, insécurité alimentaire, pour arriver à l'insécurité mus-

clée, qui continue d'évoluer rageusement, les milieux responsables de tous ces malheurs, et même plus encore, lui prêtent l'intention d'orchestrer un « *coup d'État* » contre les hommes et femmes qui ont délibérément mis le pays dans cette situation, car ce que la majorité des Haïtiens qualifie d'« *inacceptable* », les pays qui dictent leur agenda à l'équipe multiséphale qu'ils ont mis aux commandes du pays, appellent « *démocratie* ».

Dans son édition du 14 avril, le quotidien *Le Nouvelliste* présente l'article intitulé « *Les États-Unis et la CARICOM s'opposent à la prise du pouvoir par les gangs criminels* », article dû à la plume de Jean Daniel Sénat.

Ce chroniqueur du plus ancien quotidien haïtien lance son texte avec cette phrase : « *Les chefs d'État et de gouvernement de la CARICOM et le Départ*

*ement d'État américain s'opposent à un changement de gouvernance en Haïti dicté par les groupes criminels* ».



Tammy Bruce, porte-parole de la Maison-Blanche

Avant d'aller plus loin, ceux qui observent l'attitude de la CARICOM et de son partenaire de Washington, à l'égard des criminels armés assujettir le peuple

haïtien à sa domination, d'abord, rue après rue, avant de s'y mettre, depuis environ une ou trois semaines, ville par ville. Mais il est opportun de faire cette mise au point avant d'entrer dans le fond du sujet. Comment pouvait-on imaginer que les dirigeants de ces pays, qui se font passer, volontiers, pour l'essence même de la démocratie, redouteraient que les gangs armés ne deviennent les bourreaux, « *en dictant un changement de gouvernement en Haïti* ». Alors qu'ils ne semblent pas trop s'émouvoir, face aux massacres et destructions qu'ils font subir quotidiennement au pays.

**Tête-à-tête téléphonique de Fritz Jean avec la Première ministre de Barbade et le secrétaire d'État américain**

M. Senat rapporte la teneur de la

Suite en page 9

SELON L'AMBASSADE AMÉRICAINE À PORT-AU-PRINCE

## L'insécurité s'étend au-delà de la capitale : Grand Sud, Artibonite, Centre...

La chute du pays aux bandits n'est plus à écarter...

Par Léo Joseph

Dans un passé pas trop lointain, les avis relatifs à la sécurité émis par l'ambassade des États-Unis,

aux citoyens de ce pays concernaient seulement la capitale, à la suite des dernières offensives des gangs regroupés au sein de la coalition « *Viv Ansanm* », sous le lea-

dership de Jimmy Chérizier, surnommé Barbecue, le document en circulation concerne une bonne partie du territoire nationale. Du train où va l'offensive des criminels, envahissant de nouveaux territoires quasiment chaque jour ou semaine, les loustics, dans l'administration de Jovenel Moïse, qui tournaient en ridicule la mise en garde d'*Haïti-Observateur* ayant fait état d'une éventuelle révolte générale des bandits, ne signale rien de drôle. Aujourd'hui il y a fort à parier que, à la cloche de bois, tous ces gens préparent leur évacuation d'un point quelconque d'Haïti.

Si le format de l'avis en matière de sécurité diffusé, à l'intention des ressortissants améri-

Suite en page 2



Le commissaire divisionnaire Daniel Compère rencontre l'ex-commissaire du gouvernement des Cayes, Me Ronald Richemond, après son installation.

## HAPPENNINGS!

FROM THE DESK OF RAY JOSEPH

Involved in a major money scandal, the multi-headed presidency in Haiti is fully discredited

We predicted it last February, now it's confirmed that millions of dollars disbursed for the tradi-

close associates.

In a report, dated April 9, appearing on the internet site of *JJJ Communications*, the reputable human rights organization Karl Levêque, based in Port-au-Prince, states that when the carnival, scheduled for March 2-4, was cancelled, the sum of \$4 million already disbursed for the event was not returned to the Public Treasury. Instead, the money went into the pockets "of eight, of the nine" council members in charge of the Presidential Transitional Council (CPT by its French acronym). The name of the council member that didn't participate in this official heist wasn't given, and we failed, in several attempts to reach the Karl Levêque office

Continued to page 7



Jean Gardy Maisonneuve of Sant Karl Levêque.

tional National Carnival, last month, have been pocketed by the authorities supposedly in charge of the country, who grabbed the money to share with their



# SELON L'AMBASSADE AMÉRICAINE À PORT-AU-PRINCE L'insécurité s'étend au-delà de la capitale : Grand Sud, Artibonite, Centre... La chute du pays aux bandits n'est plus à écarter...

Suite de la page 1

cain, en résidence en Haïti, par la mission diplomatique reste inchangé, le territoire couvert par le document a plus que doublé, en tout cas en termes d'espace. Car alors qu'à l'occasion de la grande offensive de criminels, au début du mois de mars, l'avertissement concernait, surtout le centre-ville, les zones environnant l'aéroport international Toussaint Louverture, les Routes nationales nos 1 et 2, maintenant les Américains sont avisés d'éviter de s'aventurer, non seulement librement à la capitale, mais aussi de ne pas faire de déplacement vers le Grand Sud, de la ville des Cayes vers les côtes méridionales. Ainsi que vers le département du Centre ainsi que vers le département de l'Artibonite.

## Les zones à éviter ou à observer la prudence

Depuis que l'insécurité s'est installée en Haïti, pour commencer, à Port-au-Prince, l'ambassade américaine, à Port-au-Prince, offre ce service aux citoyens américains, afin de les aider à se protéger contre les malfrats, à s'éloigner des endroits où ils seraient susceptibles d'être victimes des gangs. À signaler que l'avertissement diffusé, dans le cadre de ce programme, est recherché par les citoyens de tous les pays dont les pays détiennent une représentation diplomatique, en Haïti, ou même des Haïtiens, qui ont appris à apprécier la valeur de ce service.

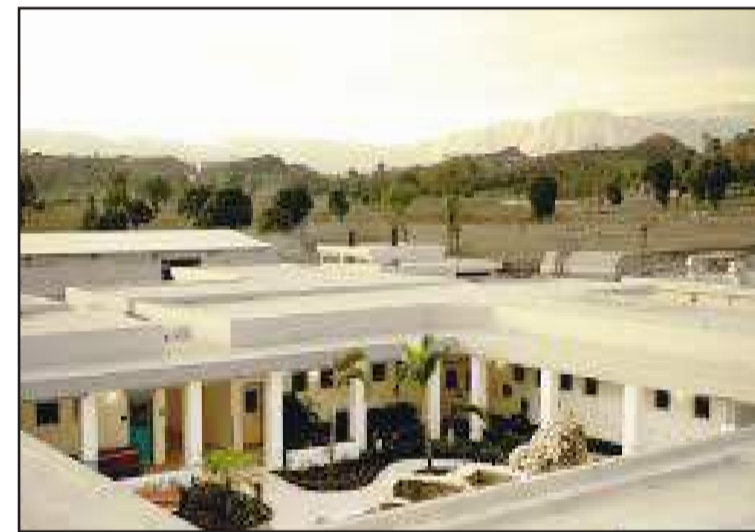
Présentée par « *Security Alert – U.S. Embassy Haiti* », la version du 13 avril 2025 met en garde contre la zone côtière du département du Sud, notamment « *Tiburon, les Anglais et les Cayes* », attirant l'attention sur le département du Centre, y compris Saut-d'Eau et Mirebalais. Ajoutés à ces localités, le département de l'Artibonite, dont les villes de Petite Rivière de l'Artibonite et Saviens.

L'avertissement de l'ambassade américaine prévient que la violence des gangs armés et les « *attaques et les menaces* » de ces derniers dirigées sur les forces de sécurité et des prisons ont été à la hausse, ces derniers jours, invitant le public, des victimes potentiels, à prendre des mesures concrètes.

Parmi les mesures recommandées, surtout dans des étrangers, il est recommandé d'éviter de se retrouver dans les endroits mentionnés. Au fait, l'ambassade américaine recommande même

d'éviter de se rendre en Haïti, souhaitant que ceux qui s'y trouvent prennent des dispositions de quitter ce pays. « *Aussi tôt que possible* », encourageant les intéressés à prendre une telle décision « *dès que l'option commerciale soit disponible et qu'on se sente en sécurité* ».

Dans le même avertissement diffuse à l'attention des ressortissants américains, l'ambassade recommande d'éviter les attroupements, recommandant vivement de prendre « *toutes ses précautions là où vous êtes peu connu des résidents, précisant qu'il est avantageux de suivre les*



Vu du toit de l'Hôpital Universitaire de Mirebaois qui a été pillé par les gangs,

média locaux, en vue de se mettre à jour par rapport aux dernières informations ». Les étrangers sont, en outre invités à éviter « *les théâtres de violence, où se déroulent des manifestations et où la voie peut être difficilement dégagée* ».

Parmi l'autres conseils prodigués dans l'avertissement : « *Soyez toujours conscient de votre environnement. Gardez un profil bas, soyez toujours prêt à rester caserner durant une période de temps prolongée* ».

Y compris « *éviter de se retrouver dehors dans l'obscurité* », En sus de « *toujours rester en état d'alerte parmi des étrangers* ».

Assistance:

Les citoyens américains sont invités à s'adresser à la mission diplomatique de leur pays, qui se trouve à U.S. Embassy Port-au-Prince, Haiti, Tabarre 41, Route de Tabarre; Emergencies:

Website: <https://ht.usembassy.gov/>

Contact the State Department's Bureau of Consular Affairs:

1-888-407-4747 toll-free

from the United States and Canada

1-202-501-4444 from other countries.

Haiti Country Information; Smart Traveler Enrollment Program; Follow us on Facebook and X.

## Sans citer le nom de Guy Philippe, l'avertissement de l'ambassade US évoque dans les attaques

À ce tournant de l'histoire de l'insécurité, en Haïti, où les gangs armés, mais surtout ceux

monde dérogé à leur engagement, dans le cadre de leur vraie feuille de route. Car il est clair que les deux têtes de l'Exécutif, fonctionnant sous le même toit, à la Villa d'Accueil, car chassées du Palais national et de leurs bureaux respectifs, par les gangs armés.

Tout cela est arrivé et continue d'arriver, les installations de travail du CPT et du Premier ministre étant en fuite permanente, se trouvant dans l'impossibilité de travailler à leurs nouveaux établissements, les malfrats n'arrêtent jamais de conquérir encore de nouveaux territoires. Voilà pourquoi, présentement même, la grande majorité des ministères et des directions générales ont dû fuir leurs installations initiales pour se loger ailleurs. D'autres, comme le Tribunal de première instance de Port-au-Prince, qui avait délogé du Bicentenaire, à l'approche des bandits, pour se réfugier à Lalue, vient de déloger une deuxième fois. C'est déjà inacceptable que les entreprises privées et les familles déménagent de leurs résidences et de leurs lieux de fonctionnement, car forcées de déménager pour échapper à la violence des criminels. Mais quand le gouvernement, lui aussi — mais surtout le siège de la présidence, le Palais national et la primature — est acculé à décamper, cela est inacceptable. La situation devient intenable, la CARICOM et ceux qui inspirent la feuille de route soumise aux autorités intéri-

ve de coup d'État » dans les cris de protestation ou d'opposition véhiculés à tous les niveaux de la société haïtienne, c'est qu'ils lui sont totalement déconnectés. Dans un tel cas, ce qu'ils font, en Haïti, par l'entremise des acteurs qu'ils ont plantés au sein du pouvoir n'a rien de commun avec Haïti ou les Haïtiens.

Voilà une situation tout à fait anormale. Si la population est abandonnée aux criminels armés, qui les tuent, violent les femmes et mêmes les mineures, volent et les kidnappent, en sus d'incendier les résidences, détruisent tout sur les passages, même si les dirigeants disposent de moyens pour se protéger ainsi que leurs familles, ils ne peuvent pas mettre leurs lieux de travail à l'abri des brigands armés. Les hommes de la CARICOM ont-ils posé la question, à savoir combien de kidnappings et d'assassinats ont été perpétrés, de territoires ont été perdus ou d'hôpitaux, d'entreprises ont été fermés sous la gouvernance du CPH ?

En dépit de cette situation infernale dans laquelle les criminels d'Haïti ont enfoncé le pays, Washington et leurs alliés de la CARICOM se portent à la défense du tandem CPT-Alix Didier Fils-Aimé. C'est sans doute ce qui inspire la teneur de l'avertissement publié à l'intention des citoyens américains, les informant quant à leur comportement pour éviter d'être des victimes de l'insécurité.

## Le Grand Sud signalé partiellement dans l'avertissement de l'ambassade

Quand bien même l'avertissement de l'ambassade américaine serait un document nettement séparé de la Police nationale, sa teneur semble indiquer qu'il s'inspire des déclarations faites dans la lettre adressée au directeur générale de la PNH, Rameau Normil relative au soulèvement que Guy Philippe se propose de faire éclater dans le Grand Sud, par le commandant de l'institution policière aux Cayes, le directeur départemental de la Police du Sud, le commissaire divisionnaire Compère. Il a été installé le 31 mars 2022.

En effet, dans cette communication, M. Compère a sollicité du chef de la Police des renforts en hommes, armes et munitions afin de contrer ce coup de force. Il



L'ex-sénateur élu mais jamais assermenté Guy Philippe.

après rues, pour les contrôler, présentement, une ville suivie d'une autre, il semble qu'on soit presque arrivé là où la mission confiée à l'admission multicéphale intérimaire devait les conduire. C'est pourquoi la CARICOM n'estime pas que le CPT et le Premier ministre aient le moins du

maires ont une responsabilité de décider avec intelligence et de bonne foi. Car le peuple haïtien a tourné la page sur cette équipe gouvernementale, car la société haïtienne respire la conspiration dans tous ses compartiments. Si les Américains et les Antillais anglophones voient une « *tentati-*

Suite en page 7



## HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : [haiti-observateur.ca](http://haiti-observateur.ca)

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.







Suite de la page 12

éficie d'un statut de membre de Ligue majeure US, étant ainsi habilitée à obtenir un statut légal, donc de solutionner les problèmes de statut migratoire des athlètes, comme ce fut le cas, il y a plus d'un demi-siècle de footballeurs haïtiens ayant évolué dans des clubs US affiliés à l'ancienne NASL, comme Arsène Auguste Pelao (Tampa Bay), P. Viorbe (New York Generals), Guy Sain vil (Atlanta Bay), Frantz Mathieu (Chicago Sting ), Claude

Barthélemy (Déroit Cougar), Jean Claude Désir (Déroit Cougar), dans les années 1967/1969.

Nérigol, venue du Cap Haïtien, et première footballeuse haïtienne de l'histoire licenciée pro en France et également la première licenciée pro aux USA, dans la prestigieuse Ligue US, devrait aussi faire l'histoire aux USA, si elle est bien encadrée par son pays. Comme l'avait fait, il y a plus d'un demi-siècle, le président Duvalier, qui soutenait à fonds

sa Fédération et permis aux autorités haïtiennes de développer une fructueuse ascension de l'équipe nationale vers les sommets mondiaux, les autorités du gouvernement actuel devraient mettre leur poids dans la balance pour stopper la FIFA dans ses décisions qui détruisent le football haïtien. Ces autorités devraient aussi jeter un coup d'œil sur le sport, car d'autres Mano Sanon, d'autres Viorbe, d'autres Nérilia Batcheba se perdent en Haïti, du fait de

l'absence totale de prise en charge des autorités. Celles-ci laissent la FIFA placer des gens sans racine, sans attache dans le soccer, détruire ce patrimoine national, déjà, sous ce gouvernement du Conseil présidentiel de transition (CTP) Haïti commence à encaisser ces 13-0, 12-0, 9-0, 8-0. C'est une course accélérée vers la honte et l'humiliation, une honte pour Haïti dans ce football féminin, alors que notre pays était récemment une référence internationale et un

adversaire respecté. D'autres Corentin, d'autres potentielles Nérilia, Bâchera... se gaspillent en Haïti, car d'ici quelques années, quand elles auront laissé la scène, il n'y a personne pour assurer les lendemains *Haïti levez-vous!*

Haïti se préparait et entraînait des centaines de jeunes filles pour changer leur vie en intégrant ces lucratifs marchés de football féminin. Tout a été détruit!

**J.B.**

## L'école professionnelle J. B. Damier : un patrimoine en péril, une nation interpellée

Par Jean Marie Léveillé \*

Dans moins de deux ans, en 2026, l'École professionnelle J. B. Damier atteindra son centenaire. Un siècle d'histoire, d'excellence et de contribution à la formation professionnelle en Haïti. Pour tant, à l'aube de cet anniversaire symbolique, ce pilier fondamental de la formation technique et professionnelle est en ruines, pillé, incendié et abandonné par ceux qui en ont la charge. Ce n'est plus simplement une école qui s'effondre sous nos yeux, c'est l'avenir même de notre jeunesse qui vacille.

### Un héritage de valeurs jeté aux oubliettes

Fondée en 1926, sous l'occupation américaine, cette institution, qui porte le nom du ministre de l'Instruction civique de l'époque, Jean Baptiste Damier, est la mère de toutes les écoles de formation professionnelle en Haïti. Avant même l'existence du Système national de formation professionnelle (SNFP), la J. B. Damier for-

mait déjà des générations entières de jeunes Haïtiens, les préparant à être compétitifs, face à leurs homologues de la Caraïbe. À une époque, des échanges académiques avec l'Italie témoignaient du rayonnement international de l'école. Aujourd'hui, ce prestige n'est plus qu'un souvenir lointain.

### Un déclin annoncé et ignoré

Le séisme de 2010 a marqué le début de la déchéance. Le bâtiment s'est effondré, laissant place à des hangars en contreplaqué et tôles. Pendant quatorze ans, rien n'a été fait pour restaurer cette institution à sa hauteur d'antan. Pire encore, l'absence d'équipements adéquats, les conflits entre l'administration et la direction, l'inaction de l'INFP, les grèves incessantes des formateurs et les irrégularités dans le programme ont transformé l'école en une coquille vide. Finalement, elle a été pillée puis incendiée, réduite en cendres sans que les autorités ne lèvent le petit doigt.

Le Fonds national de l'éduca-

tion (FNE) dispose pourtant de 419 millions de gourdes pour la reconstruction de l'école. Mais faute de suivi de l'INFP, cet argent dort quelque part pendant que J. B. Damier, elle, meurt à petit feu.

### Sauver la J. B. Damier avant qu'il ne soit trop tard

Nous sommes à un tournant critique : ou nous agissons maintenant, ou nous regardons passivement la disparition définitive de la J. B. Damier. Cette école est plus qu'un simple établissement ; c'est un symbole de compétence, d'avenir et de souveraineté nationale. Si nous ne faisons rien, l'agonie de la J. B. Damier signera l'arrêt de mort du système de formation professionnelle haïtien. « *Nou pa kapab kite bebe a mouri nan pasaj* ».

L'INFP doit immédiatement prendre ses responsabilités et agir. Il faut, non seulement rétablir un minimum de fonctionnement administratif pour les étudiants et les formateurs, mais aussi débloquent

les fonds disponibles pour initier la reconstruction. Le gouvernement, au plus haut niveau, doit cesser cette indifférence et prendre ce dossier en main, car trop d'opportunités sont sacrifiées sur l'autel de l'inaction.

### Un appel à la contribution de tous !

Nous ne pouvons plus attendre des solutions venues uniquement d'en haut. Il est temps que chaque Haïtien, où qu'il soit, prenne conscience de l'urgence. Les anciens étudiants de la J. B. Damier, la diaspora haïtienne, les entreprises locales, les citoyens engagés : nous devons tous nous mobiliser pour reconstruire cette institution. Ne laissons pas mourir ce monument de notre patrimoine éducatif. Chaque geste compte, chaque contribution peut faire la différence.

### Briser le silence et rallumer l'espoir

Nous refusons d'accepter que l'histoire de la J. B. Damier s'arrête ici. Nous exigeons que ce

silence coupable cesse et que des actions concrètes soient entreprises pour restaurer notre foi en ce pays. La J. B. Damier doit renaître de ses cendres, modernisée mais respectueuse de son passé, afin que les générations futures aient encore cette référence, ce phare de la Formation technique et professionnelle (FTC) en Haïti.

Nous ne voulons plus entendre d'excuses, nous voulons des solutions. Que l'INFP, que les autorités concernées prennent enfin leurs responsabilités ! Il en va de l'avenir de nos jeunes, de notre économie, de notre dignité en tant que nation.

Que Dieu nous vienne en aide et éclaire les consciences de ceux qui ont le pouvoir d'agir. \*Haïti ne peut plus persister à se précipiter dans le néant.\* Il est temps de faire renaître l'espoir, de reconstruire la JB Damier et, avec elle, la Formation Technique et Professionnelle en Haïti.

\*Jean Marie LÉVEILLÉ\*

\_Coordonnateur de la Commission de gestion de l'École professionnelle J. B. Damier.



# Quatre sources de peine

Par **Maurice Célestin-Noël Lechapeauteur** \*

Quatre personnes très chères à ma mémoire sont mortes en cascade. Par ordre de décès, je peux citer le docteur Eddy Lévêque, le docteur Grégoire Eugène Jr, l'excellent Homme-Orchestre Joe Jacques et madame Jacqueline Telfort Arnoux.

De mémoire d'homme, je n'ai jamais connu quelqu'un d'aussi courageux devant la mort. Je dirais même d'aussi indifférent face à la fin de vie. Eddy Lévêque et moi, je peux dire, partageons notre quotidien. Nous partageons également nos opinions politiques, de même que nous commentons les événements nationaux et internationaux, qui emplissent l'actualité politico socioéconomique du monde, avec accent, naturellement, sur celle d'Haïti. Médecin retraité, il semblait vouloir rattraper tout ce temps passé au chevet de ses patients. Il se voulait, comme moi, d'ailleurs, être de partout et de nulle part. Nous étions ensemble, à Santiago de los

Caballeros, en République dominicaine. On s'était rencontré en Floride. Nous envisagions de nous établir au Panama quand, tout à coup, sa santé se mit à se détériorer. Alors, dit-il, durant l'une de nos nombreuses conversations téléphoniques, il se portait mal. Médecin, pas des moindres, il posait, avec ses confrères, son diagnostic. Un diagnostic au pronostic très sombre. Il savait ce qui allait arriver. Ce qui s'en suivrait. Sans désespérer, il a entamé son traitement, sachant, toutefois, qu'il avait peu de chance de survie. Il me l'avait dit, comme il l'avait confié à ses proches et à d'autres amis.

Je gravissais avec lui le calvaire. Un Golgotha difficile à atteindre. Mes mots d'encouragement semblaient servir, mais au fond, le gentil et aimable professionnel ne cachait pas que son cas était désespéré. Croyant en l'autre vie, son souci était plutôt de préparer son âme pour l'éventuelle rencontre avec son Dieu. Il vivait ses derniers jours et gardait même son humeur habituelle, alors que

tout laissait croire qu'il était déjà en contemplation avec son Dieu. En communication intime avec Lui. L'élévation de son âme vers le **Père céleste** était visible, évidente, au point qu'il a accueilli la mort, on dirait, avec indifférence. Il est parti en silence. Je voulais lui parler, malheureusement les dernières heures lui coupaient la parole. L'ouïe étant le dernier sens à mourir, il a certainement écouté le message d'adieu que je lui ai transmis par l'entremise de son épouse. Je profite de cette occasion pour donner à sa femme et à ses enfants l'assurance que je partage leur peine.

**Docteur Grégoire Eugène Jr**

En décembre dernier, j'ai rendu visite au docteur Eugène (Gré guy), à sa clinique, à Port Sainte Lucie, en Floride. Il me confia que j'avais fait son bonheur par a « *you make my day* » pour être venu le voir, après tant d'années. Il m'exprima chaudement sa joie de me revoir. Il voulait me retenir, mais par délicatesse envers les

nombreux patients qui attendaient, après l'avoir félicité pour sa bonne mine et sa perte de poids, je suis parti en lui promettant de le rencontrer de préférence, chez lui, au mois de mai prochain. Malheureusement, la grande faucheuse en a décidé autrement. On dirait que d'un geste autoritaire, elle m'a demandé d'enlever le projet de mon esprit. Elle seule a le pouvoir de décider du possible et de l'impossible. De fait, elle a posé son veto : Gréguy est mort. Je verrai, peut-être, son linceul, mais non, com me à l'accoutumé, goûter à l'abondance de ses mots remplis de philosophie, ni à la chaleur de ses poignées de main porteuses de tout le sens de l'amitié.

Je commençais à peine à vouloir me faire à l'idée que « *la vie c'est la mort* », que c'est le passage obligé qui nous attend tous, il m'a été donné de lire, sur le Net, le départ du sympathique homme-orchestre Joe Jacques.

**Joe Jacques**

Des photos postées sur les réseaux sociaux indiquaient que sa vie ne tenait qu'à un fil et qu'il luttait entre la vie et la mort. Malgré tout, la nouvelle de son décès a été, pour moi, un choc brutal. Dorénavant, on entendra la chaude et douce voix du non-voyant, seulement sur ses « *enregistrements* ». On ne verra plus le bien bâti accordéoniste-pianiste de Gros-Morne. Je prenais plaisir à l'appeler « *Monsieur le Grossier Mornier* » pour le porter à rétorquer : « *Mais, non, imbécile, je suis plutôt un Gros Mornais* ». « *Le One Man Show* » dont les chansons ont fait pleurer autant qu'elles ont consolé, s'était retiré de l'avant-scène pour vivre tranquillement sa fin de vie. Le soir de ses jours a été très discret. Il est parti sur la pointe des pieds, sans

dire au revoir. Heureusement que Joe restera vivant dans notre mémoire. Ses prestations chez Ti Gaby Déjoue à Lakay Disco, à Le Marquis ou encore à Le Lambi resteront des souvenirs inextinguibles. En tout cas, c'est ça la vie : un jour pour vivre, un jour pour mourir. Le Ci-Git attend chacun de nous. Roi, riche, pauvre, héros, belle, fort, faible, qu'importe ton nom, l'abîme ténébreux sera notre point de rencontre.

Doc Lévêque, Doc Eugène, Joe, on se rencontrera !

Alors que je m'apprêtais à mettre le point final au présent texte que la foudroyante nouvelle de la mort de Jacqueline Telfort Arnoux me force à ajouter une quatrième source de peine à mon âme.

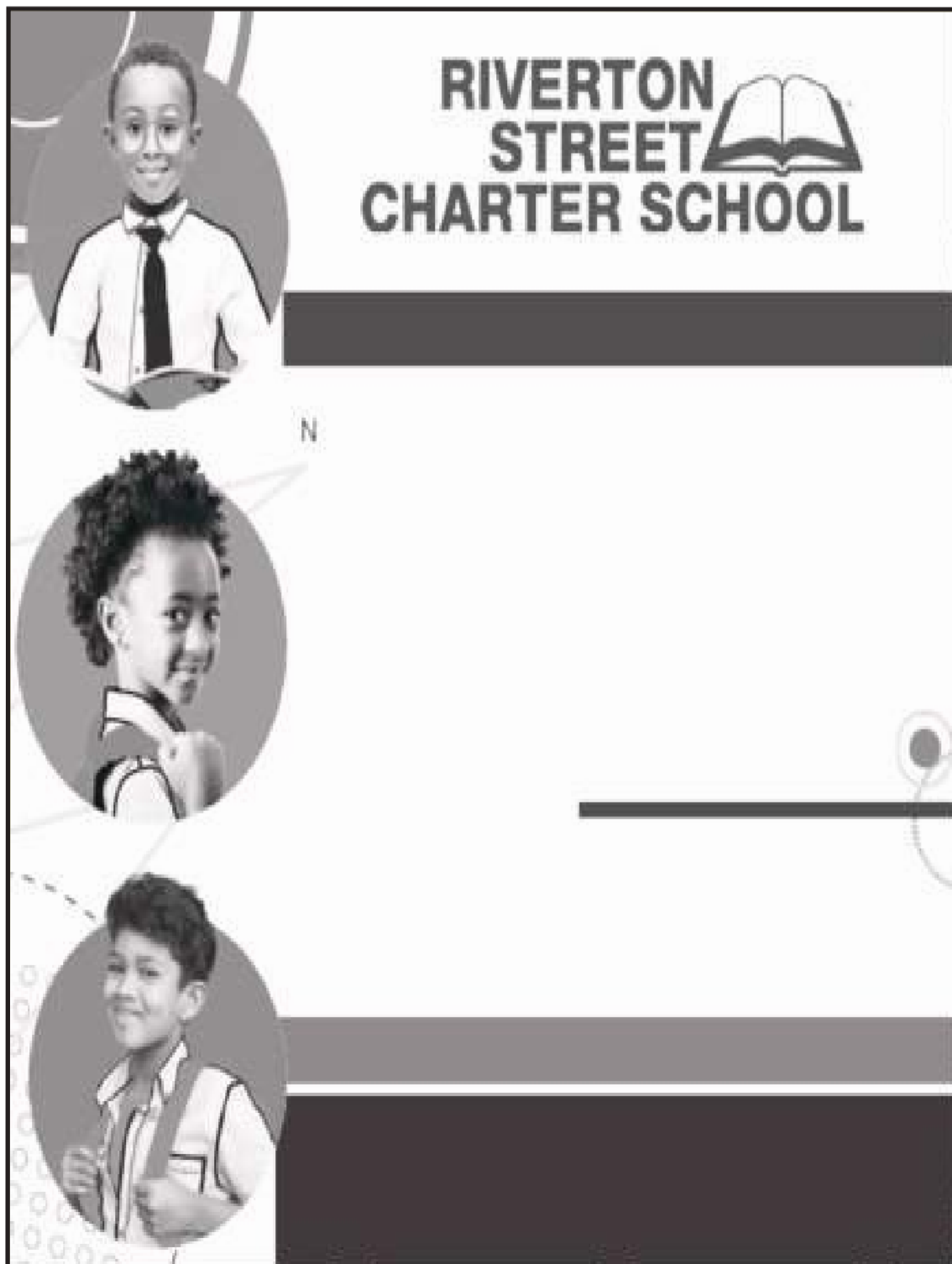
**Jacqueline Telfort Arnoux**

Jacqueline a été une vraie sœur pour moi. Sœur de mon ami-frère et camarade de classe, Claude Telfort, de regrettée mémoire, Jacqueline et moi vivions comme sœur et frère. La soudaineté de sa mort me jette dans la plus profonde tristesse. Les mots, pour exprimer ma grande douleur, sont introuvables. Le peu que je puisse faire est d'utiliser ceux qui me viennent en mémoire pour dire, à Tagrâce, à Antoine, à Maud, à Tamie et à Thierry, que je partage leur souffrance.

À toi aussi, Jacqueline, je dis qu'on se rencontrera...

Tous ces décès inattendus, motifs de durs moments d'intense peine, nous portent à répéter, après l'inoubliable colonel Georges Valcin : « *La mort est sous nos pas* ».

\* **Me Maurice Célestin-Noël Lechapeauteur**  
[rmaurice.celestin@gmail.com](mailto:rmaurice.celestin@gmail.com)  
11 avril 2025





# GRENN PWONMENN

## Youn lòt eskandal lajan nan mitan Konsèy prezidansyèl tranzisyon an !

Ayiti pa gen chans vre ! Gade ki jan youn gwoup mounn ke mesye etranje yo mete alatèt peyi a, ki rele Konsèy prezidansyèl tranzisyon, vin tounen youn trayizon ! Wi, se youn bann vòlè ki trayi nou, 8 gason ak youn fanm, ki pral gen youn lane, vandredi semèn pwochè nan, depi y ap banbile sou do pèp la, pandan ke

**Anvan youn lane panko pase, yo gentan sou dezyèm eskandal lajan**

Kòm nou di l, anvan yo gen youn lane opouvwa, mesyedam Konsèy prezidansyèl tranzisyon an, ki gen ti non CPT, an franse, deja sou dezyèm gwo eskandal lajan yo. Se Òganizasyon Karl Levêque, ki tabli nan Pòtoprens, ki la

ak lòt mounn yo ak 600 mil dola ki te rete a.

**Premye eskandal la se te tousuit apre yo te pran pouvwa a**

Gen mounn ki ka bliye, men asireman gen lòt ki sonje kijan 3 nan konseye prezidansyèl yo, Smith Augustin, Louis Gérard Gilles avèk Emmanuel Vertilaire te sènen Raoul Pascal Pierre-Louis, ki te prezidan « Banque nationale de crédit (BNC), pou mande l ba yo 750 mil dola ameriken pou l ka kontinye kenbe job prezidan l nan. Kòm mesye Pierre-Louis pa mounn ki nan kòripsyon, li pa t mache nan koze a. Okontrè, mesye te denonse yo, jiskaské ULCC, branch nan gouvènman an, ki fèt pou siveye kesyon kòripsyon nan lajan leta, te gentan fè youn investigasyon e te twouve ke Mesye Pierre-Louis pa t ap bay manti. Se bonjan pawòl verite li te di.

Eskandal lajan sa a te fè gwo bri, menm aletranje. Journal Miami Herald, ki suiv kesyon Ayiti pi byen pase tout lòt journal ameriken yo, te ekri youn gwo atik sou sa, nan dat 12 out (dawou) 2024. Journalis Jacqueline Charles te eksplike kijan Smith Augustin ak Gérard Gilles, espesyalman, te tou pare pou yo te vin prezidan CPT a. Ajans ki bay nouvèl, Associated Press (AP), te ekri sou sa nan dat 2 oktòb 2024, pou bay bonjan eksplikasyon sou rapò ULCC a sou kijan 3 gwo otorite sa yo nan CPT a te mal aji.

Anplis de sa, Hans Joseph, ki se direktè ULCC a, te bay youn konferans de près kote li te mete rapò sou kesyon an deyò. Li te di, an franse : « *Le message est clair. Nul n'est au-dessus de la loi de la République* ». Se sa menm, pè sonn pa ka konprann yo gen dwa pase lwa peyi a anba pye, paske yo tèlman gen otorite, yo pa restavèk okenn lwa. Yo ka fè sa yo vle.

Youn bagay ki te frape nou se lè direktè ULCC a t ap bay konferans de près la, te gen youn de mi douzèn investigatè, ki te travay sou dosye a, ki te kanpe dèyè do l, pandan li t ap pale. Tout te gen kepi, osnon chapo yo foute byen fon sou tèt yo, epi yo te maske, pou mounn pa t ka rekonnèt kilès yo ye. Nou konprann sa sa vle di, pa vre ? Deja, lapèrèz pou konseye prezidansyèl yo te gentan enstale nan tèt anpil mounn, paske yo konnen gwo otorite yo te ka fè ansasinen yo pou travay yo te fè a. Anplis de vòlè, yo ka tounen asasen san z atann.

Apre youn eskandal konsa, se te anmwey toupatou epi adwat

agòch mounn t ap mande pou wete 3 mesye yo nan CPT a. Men 6 lòt konpayèl yo nan gwoup prezidan an pa t dakò pou ranvwaye yo. Se kounnye a nou vin konnen poukisa. Yo tout se menm. Gade sa k sot pase 4 milyon dola kanaval la. Byen ke Òganizasyon Karl Levêque pa bay okenn non, asireman 3 mesye sa yo ki te nan premye eskandal lajan BNC a, te fè pati sa yo ki soti ak 5 milyon goud nan koze sa a. Epi nou vin wè ke yo tout se menm yo menm nan, zwazo menm plimaj ! An palan de sa, èske n konnen ke yo te revoke Mesye Pierre-Louis ? Wi, se youn move grenn, paske li pa danse kole ak bann kòwonpi yo.

**Anvan Òganizasyon Karl Levêque, nou te wè sa k te pral pase**

N ap tounen sou jan 4 milyon dola pou Kanaval Nasyonal Fort Liberté a depatcha epi n ap bay tèt nou rezon, paske nou te wè byen klè sa k te pral rive ak lajan an. Fò n konnen se Patrick Delatour, Minis « *Culture et Communication* » ki te anchaj òganize kanaval la. Se konsa ministè Ekonomi ak Finans (MEF) te ba li 4 milyon 100 mil dola, pou òganize kokenn chenn fèt sa a, a youn moman ke peyi a ap pase youn tray anba gang, ki pa menm penmèt yo òganize kanaval la nan Pòtoprens, jan sa toujou fèt.

Vwala ke nan dat 19 fevriye, 2025, Premye minis Alix Didier Fils-Aimé te di minis Delatour, « *Kanaval la ranvwaye, akòz twòp ensèkirite* ». Kòm si se lè sa a li te vin dekouvri kesyon ensèkirite nan peyi a. Ban m van pou m al Lagonnave ! Bagay yo te byen planifye pou 4 milyon epik la t al nan pòch mesyedam yo nan CPT a, jan sa te vin fèt finalman. Yo te konnen yo pa t ap fè okenn kanaval !

Nou te byen wè sa, lè n te ekri youn atik nan seksyon angle HAPPENINGS la, nan journal la, nan dat 19 fevriye. Nou te di si kanaval la ranvwaye, sa k pral pase ak lajan ki te debouse pou sa te fèt la ? Nou te menm mande pou minis Patrick Delatour bay youn konferans de près pou l eksplike kote lajan an prale. Èske li gentan retounen l bay MEF, sèta-di retounen l nan Kès Leta ? Os non eske lajan an gentan atèri nan pòch mesyedam Kensey prezidansyèl tranzisyon an? (Nou patko vini ak nouvo tit Trayizon an).

Men nou te santi se la nou te pral rive. Natirèlman, Minis la pa t okipe nou, menmjan nou pa ka jwenn ni kounnye a sou telefòn. Nou ta kontan si l ta di nou bay kilès li te renmèt 4 milyon dola ameriken an. Konnbyen nan lajan an li te deja itilize nan fè sesi, fè sela, pou Kanaval Nasyonal la? Èske li se youn nan minis ki be nefisye nan lajan an, jan Òga ni zasyon Karl Levêque eksplike a? Èske Premye minis Didier Fils-

Aimé pran pa l tou ? Epi ki ròl prezidan Konsèy la, Fritz Alphonse Jean, nan tou sa ? Se youn bann kesyon nou ta bezwen repons pou yo. Men antan ke zwazo menm plimaj, sanble youn ap kache pou lòt ?

Alò, dènye kesyon an se pou gwo otorite nan kominote entènasyonal la, Etazini an premye, ki te enstale prezidans 9 tèt sa a nan peyi Dayiti. Yo te sanse vin met lòd nan peyi a, rezoud kesyon gang nan, epi fè eleksyon pou renmèt Ayiti bay youn sitwayen/sitwayèn serye ke pèp la ta chwazi nan bonjan eleksyon. Kisa yo pral fè ak CPT yo a ? Èske y ap aksepte eleksyon pachiman Fritz Alfons Jan di ki pral fèt anvan fen lane a, dekwa pou l renmèt pouvwa le 7 fevriye 2026 bay mounn pèp la pral chwazi a ? Kòm si yo konprann nou se youn bann enbete ki ka kwè nan bonjan eleksyon avèk gang ki blayi tou patou, pandan ke vòlè ofisyèl yo ap opere san okenn retni, menmjan ak tout lòt yo ki te vin anvan yo. Antou ka, mwen pa ba yo bouch, men pèp sa a gen pou revòlte omoman yo pa atann. Anpil nan pami yo ka pran Bwa Kale, ansanm ak plizyè òganizasyon gang ki sanble ap opere « lamen dan lamen » avèk otorite yo. Paske toutotan gang ap opere jan y ap fè l la, otorite yo konnen pa ka gen eleksyon vre! Kidonk se CPT avi ? Osnon, jan yo di pawòl la, « *Pi bonnè se granm maten* ». **ABA CPT !!!**

**TiRenm/  
Grenn  
Pwonmennen  
raljo31@yahoo.com**



Twa dwèt long sipèryè nan CPT a, de g. à d., Louis Gérard Gilles, Smith Augustin avèk Emmanuel Vertilaire .

gang fin pran peyi a.

Wi, se nan dat 25 avril, 2024, ke mesyedam yo te enstale nan Pòtoprens pou pran plas prezidan an ki pa egziste depi 7 jiyè 2021, lè yo te ansasinen prezidan Jovenel Moïse la. Se nan youn reyinyon nan Kingston, kapital peyi Jamayik, yo te reyini pou chwazi dirijan pou vin anchay Ayiti. Jan nou tande l la, se mesyedam CARICOM yo, dirijan peyi Karayib yo, ke Ayiti fè pati l, te reyini ak sekretè Deta ameriken lè sa a, Antony Blinken, ansanm ak kèk lòt gwo zotobre parèy li nan ko minote entènasyonal la, pou deside kijan pou gouvènmen Ayiti.

pou defann dwa sitwayen yo, ki mete kaka chat la deyò. Nan youn deklarasyon ki te pibliye mèkredi pase, 9 avril, òganizasyon an di 8 pami 9 manm Konsèy tranzisyon an, pase men pran 4 milyon dola foute nan pòch yo ak nan pòch kèk minis ak lòt asosye yo. Gen kèk gwo politisyen ki goute nan kòb la tou, sou pretèks ke yo gen pwojè ki bezwen finansman.

San site okenn non, pa menm non konseye prezidansyèl ki pa patisipe nan vòlè la, Karl Levêque di pami 8 ki te patisipe yo, chak pran 5 milyon goud pou tèt pa yo. Lè nou fè kalkil la an dola ameriken, sa fè 3 milyon 400 mil dola k ale nan pòch yo, epi yo fè ti bèbèl

# Frantz

## Photo & Video Studio

PHONE: 718.953.4990 / 917.513.2118  
843 HAVEN AVE. (BL. UNION & POLSKA)  
FRANTZSTUDIO.COM

**Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communion, Headshots, Enlargements (without negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!**





# HAPPENINGS!

Continued from page 1

to get more information.

However, in the published statement, it's noted that others also benefitted from the heist, including "ministers and people close to those in power, as well as several political personalities, who received important sums, pretexting the financing of projects, while the country faces major urgent problems, such as security, severe hunger and housing for the thousands that have been driven from their homes."

## The Council members got the bulk of the funds

As expected, the council members filled their pockets first, with each of the eight involved getting "5 million gourdes," or \$38,150. That means \$3.04 million of the original \$4 million disbursed went into the pockets of eight (8) big bosses of the CPT, who used \$6,000 to show their largesse with others, who are part of the official "Corruption Club," the members of which enjoy impunity.

Now, it's understandable why three council members – Smith Augustin, Louis Gérard Gilles and Emmanuel Vertilaire — were kept in their post by their peers,

despite calls for their ejection from the CPT, when they were caught in a major bribery scandal. Reportedly, they had asked \$750,000 from Raoul Pascal Pierre-Louis, the director of the government-owned National Bank of Credit (BNC), to keep

## play?

One wonders what role Fritz Alphonse Jean, the new president of the CPT, has played in this deal. Of course, Prime Minister Alix Didier Fils-Aimé must have participated in what was happening. Without naming them, the



The CPT, Leslie Voltaire, Régime Abraham, Emmanuel Vertilaire, Fritz Alphonse Jean, Edgard Leblanc Fils, Louis Gérard Gilles, Frinel Joseph, Laurent St.-Cyr, Smith Augustin.

his job. Undoubtedly, they are among the eight councilors who kept the bulk of the \$4 million that was disbursed for the National Carnival.

## What role did the President of the CPT and the Prime Minister

Karl Levêque statement mentioned ministers. Certainly, as head of government, the Prime Minister knows the ministers involved. After all, he's the one who ordered Patrick Delatour, the Minister of Culture and Communication, to cancel the Carnival, which was his to organize.

We failed in several attempts to reach Minister Delatour to find out to whom he gave whatever was left of the amount he had received from the Ministry of Economy and Finance (MEF), to organize the event. Did he benefit personally also from the funds?

## Was it prophetic or prescience when we first hinted at the scandal?

At the outset of this story, we mentioned our having predicted what would happen to the funds when the Carnival was cancelled. Not patting ourselves on the back, we were right on the money. In an article, entitled "It's time for responsible governance in Haiti," in the HAPPENINGS column of February 19, we concluded with a paragraph, which was introduced with a headline written with characters of 20 points, instead of the 11 points of the text, because we wanted to draw attention to what was being said. We're reproducing that paragraph in full, with the headline, as it appeared:

### "The National Carnival Cancelled

"On Wednesday, February 19, it was a big surprise when the Prime Minister, Alix Didier Fils-Aimé ordered the Minister of Culture and Communication to announce cancellation of the carnival. Patrick Delatour, the Minister, was charged with organizing

the carnival. He worked it out with the Ministry of Economy and Finance (MEF) for the financing. Now that the carnival has been cancelled, he must hold a press conference to explain what has happened to the \$4.1 million earmarked for the event.

"Has the amount been returned to the MEF, or has it disappeared into the pockets of the members of the CPT, as we indicated earlier? That would be more scandalous than having some people enjoying themselves at a carnival while vast majority of the citizens, all sectors included, are suffering so much under the gangs, who are bent on destroying the country."

Were we prophesizing, or was it a matter of prescience, based on what we have observed from the attitude of Haitian leaders in recent years who, like the current ones, don't care about the plight of the people. Their only goal is to become millionaires, if not multi-multi-millionaires, at the expense of a downtrodden nation, dubbed by others "The poorest country in the Western Hemisphere," one of the poorest in the world!

Shame on them! They may eventually succumb to karma, for it is written that one reaps only what one sows!

RAJ  
raljo31@yahoo.com

## SELON L'AMBASSADE AMÉRICAINE À PORT-AU-PRINCE L'insécurité s'étend au-delà de la capitale : Grand Sud, Artibonite, Centre... La chute du pays aux bandits n'est plus à écarter...

Suite de la page 1

Il a précisé que Guy Philippe et son group aurait projeté de prendre le contrôle du commissariat de des Cayes, anciennement le quartier général militaire situé aux Gabions. Il aurait, selon lui, aussi établi une tête de pont au sous-commissariat de Pestel, sa ville natale, dans le département de la Grand Anse, renommé département de l'Ouest, faisant jonction avec le sous-commissa-

riat de Camp-Perrin, dans le département du Sud-Est. Il n'a pas été précisé si le sous-commissariat de Pestel est toujours occupé. On sait, par contre, que ces commissariats se trouvant éloignés des villes chefs lieu sont désertés par leurs effectifs. C'est le cas du commissariat de Beaumont, dans la Grand'Anse, dont les policiers se sont démobilisés depuis déjà plus de quatre ans.

## La mise en garde de l'ambassade au sujet du

## Grand Sud incohérente

La mise en garde de la mission diplomatique concernant le Grand Sud manque de cohérence si l'on se met en tête d'en faire la jonction avec la lettre de Daniel Compère, car les descriptions des lieux, dans l'avertissement, laissent des zones d'ombre, c'est-à-dire, en ce qui concerne l'envergure d'une telle opération. C'est pourquoi, avant même que M. Philippe eut démenti le déroulement de cette attaque, qui lui est attribuée, certains milieux proches de la PNH rejettent le bien fondé de ce projet, surtout en ce qui concerne sa logique. D'aucuns pensent qu'il est plus possible que des éléments intéressés aient gonflé le plan. Mais quand on y pense bien, quelles que soient les circonstances, Daniel Compère ne pouvait ne pas aviser son chef hiérarchique en évoquant une telle urgence, sachant qu'il serait rendu responsable, au cas où les régions prises pour cibles seraient éventuellement tombées sous attaque.

D'un autre côté, cette situation met en évidence le système

de défense inadéquat de la PNH. Car les garnisons ne semblent pas autonomes, en termes de défense. C'est sans doute le fait d'avoir toujours une carence d'armes, de munitions, et même de main d'œuvre sur place qu'il faut attribuer la mauvaise performance des garnisons présentes dans la commissaires et commissariats, face aux bandits.

Dans son avertissement où mention est faite de l'attaque planifiée par Guy Philippe, les étrangers sont avisés de se montrer prudents Aux Cayes, aux Côteaux et à Tiburon, cette ville étant l'extrême point sud du département du Sud-Est, alors que la Plaine Cahouane, qui sépare Tiburon des Irois, se trouvant dans la Grand'Anse, ne figure pas dans l'avertissement.

Mais, il faut signaler aussi que plusieurs villes situées entre Les Cayes et Tiburon sont traitées comme non existantes. Il faut citer, au sud des Cayes : Torbeck, Saint-Jean, Port-Salut, Roche-à-Bateau, Port-à-Piment, Chardonnières, Les Anglais.

Comme on le sait, le pays a vu la crise sécuritaire se dégrader

progressivement, quasiment quotidiennement, depuis au moins 2020, à la capitale, dans l'indifférence totale des dirigeants. Au jourd'hui, plus de 85 % de Port-au-Prince est contrôlés par les criminels. En ajoutant une bonne partie du département de l'Artibonite, et aujourd'hui les villes de Saut-d'Eau et de Mireba lais, dans le département du Centre, les malfrats ont les yeux fixés sur le reste de ces deux derniers. Au rythme qu'ils dirigent leurs opérations sur les zones où ils circulent librement, il y a de grands risques qu'ils parviennent à contrôler le territoire haïtien, pres que un bout à l'autre.

On disait toujours que, tout ou tard, les victoire ultime des gangs frappera à la porte. Maintenant, il faut dire que c'est une question de jour. Mais attendons voir ce que fait la communauté internationale, par l'entremise de sa mère de substitut, la CARICOM. Car, il ne fait pas de doute l'échec monumental de l'équipe intérimaire ne mérite pas une couronne.

I. J.

DE BROSE & STUDLEY, LLP

**Richard A. De Brosse**  
Attorney at Law

ACCIDENTS \* REAL ESTATE MAL-  
PRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)

Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com



# NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

## Presqu'à la veille de l'épopée du Brooklyn Bridge

Dimanche prochain, 20 avril, dans quatre jours, marquera le 35<sup>e</sup> anniversaire de l'épopée du Brooklyn Bridge pour les Haïtiens. Car, ce jour-là, quelque 100 000 Haïtiens avaient fait trembler, littéralement, le pont Brooklyn, qui relie la commune de Brooklyn à celle de Manhattan, lors d'une manifestation à jamais mémorable. C'était en réponse à la FDA (*Food and Drug Administration*), rebaptisée « *Federal Discrimination Administration* » par les Haïtiens, protestant l'accusation généralisée, savoir que les Haïtiens étaient parmi les vecteurs du SIDA, ou *HIV/Aids* en anglais, nous plaçant dans le « le Club des 4H » : En anglais, « *hé moglobine toxicomanes, hémophilies, homosexuels and Haïtiens* ». (*Adonnés aux drogues, Hémophilies, Homosexuels et Haïtiens*). Pourtant la FDA, agence fédérale, basée à Silver Spring, Maryland, en banlieue de la capitale, avait pris sa décision, derrière une autre agence fédérale, le « *Centers for Disease Control* » (CDC): (Centre de contrôle des maladies) basée à Atlanta, Georgia.

Il faut rappeler que, depuis 1983, la FDA signalait que les Haïtiens, qui ont immigré aux États-Unis, après 1977, ne pouvaient pas participer à la cueillette de sang, qui se faisait un peu partout à certains hôpitaux ou par des organisations autorisées. La raison ayant motivé cette décision découlait du fait que cette année-là la maladie, extrêmement contagieuse, avait fait son apparition en Haïti. Mais en 1990, la décision visait tous les Haïtiens, sans distinction, ainsi que leurs conjoints d'autres ethnies.

### Solidaires dans l'adversité, les Haïtiens s'organisent

Dans le malheur, les Haïtiens de toute tendance, se voyant indexés, ont entrepris un mouvement de solidarité jamais connu avant. Je me rappelle que les prêtres et pasteurs répondaient à l'accusation de la FDA au cours de leurs sermons du dimanche. Dans les clubs et boîtes de nuits, on discutait de la manière de répondre. Nos jeunes écoliers étaient victimes d'ostracisme, surtout de la part de leurs camarades américains, qui les tenaient à distance, bien que la maladie ne soit transmissible que par l'accouplement sexuel. En tout cas, les Haïtiens, à tous les niveaux, se voyaient ostracisés, parce que, officiellement déclarés dangereux pour la santé de la nation américaine.

Entre-temps, l'Association des médecins haïtiens à l'étranger, connue sous le sigle AMHE, engageait des discussions avec les

agents fédéraux de la santé, dé montrant le manque de *fairplay* (jeu loyal) concernant les Haïtiens. Car leur décision de jeter l'anathème sur les Haïtiens n'était basée sur aucune étude scientifique.

En tout cas, face à la manifestation monstre, mais complètement pacifique, du 20 avril 2025, il y a eu une réunion d'un comité consultatif de la FDA (*Advisory Council*), ce vendredi-là. Et le *New York Times*, dans un article sorti le 24 avril, soit quatre jours après la manifestation, rapporte, et je cite, en anglais : « *An F.D.A. advisory committee voted 3 to 2*



David Dinkins

on Friday to recommend the elimination of the current ban. ». (Par un vote de 3 contre 2, le vendredi [le jour de la manifestation] un Comité Consultatif de la FDA a recommandé le retrait de la prohibition). Toutefois, il a pris deux ou trois semaines pour que la FDA et le CDC emboîtent le pas et mette fin à leur politique discriminatoire à l'encontre de toute une ethnies.

### Des répercussions politiques du 20 avril 1990

La manifestation du 20 avril a eu des répercussions politiques. De puis ce jour-là, les Haïtiens gagnaient la sympathie et le respect des autorités qui, lors des campagnes électorales, recherchaient l'appui des Haïtiens. L'exemple le plus frappant c'est la victoire du républicain Rudolph Giuliani, en 1993, face au premier maire afro-américain de New York, David Dinkins, d'obédience démocrate, lors de sa candidature à sa réélection. C'est que Giuliani avait côtoyé les Haïtiens, en approchant *Haïti-Observateur* sollicitant une entrevue, tandis que Dinkins ne répondait pas à l'appel de l'hebdomadaire, qui l'avait soutenu lors de sa campagne quatre ans plus tôt.

Il s'agissait d'une grande surprise, dans une ville où l'électorat démocrate prédomine quand Giuliani obtint 50,7 % du suffrage contre 4,3 % en faveur de Dinkins. Selon Giuliani lui-même, qui m'a remercié de l'avoir per-

mis de s'adresser aux Haïtiens, ceux-ci avaient voté en masse pour lui. Bien qu'il ne l'ait pas dit textuellement, c'est le vote des Haïtiens en bloc qui a contribué à sa victoire. Dans son éditorial concernant les deux candidats, H-O avait souligné que « *des deux candidats, celui qui croyait que les Haïtiens avaient un mot à dire dans ce scrutin c'était Giulia ni. Que le meilleur gagne* ».

Depuis, le vote du bloc haïtien, si vivement sollicité par les aspirants à des postes électoraux. Et j'ajoute que le personnel chargé de l'administration de notre patrie, qui est en train de s'effondrer, pourront apprendre une leçon humiliante ayant trouvé son origine le 20 avril 1990. Il ressort que le peuple haïtien, dans ses diverses composantes, comprend que le salut d'Haïti dépend de leur union dans l'action pour venir à bout de la corruption, dans l'administration publique, ainsi que des gangs semant la mort et la désolation au pays de Toussaint Louverture, de Jean-Jacques Des salines, d'Alexandre Pétiou et d'autres de nos ancêtres qui se sont ligués contre les forces esclavagistes pour nous léguer cette patrie. Bien entendu, il faudra davantage que la manifestation pacifique du 20 avril 1990. Toutefois, bien que ce soit autres temps, autres mœurs, dans l'« *Union qui fait la force* », on peut tout renverser et écrire une autre page d'histoire, rappelant la victoire, lors de la bataille de Vertières, le 18 novembre 1803, rendue possible grâce au Congrès de l'Archaïe, le 18 mai 1803.

### Que dire des manifestations aux États-Unis programmées pour le 19 avril ?

Sans doute, il s'agit de coïncidence que les organisateurs des manifestations prévues pour ce samedi auront lieu juste la veille du 20 avril. Ce qui fait penser à cette gigantesque manifestation à succès, contre des agences fédérales, il y a 35 ans. Les manifestations de ce 19 avril visent aussi le gouvernement fédéral, le président lui-même, auquel lui est reproché les actions, tant sur le plan national que sur ses décisions affectant les relations internationales de ce pays.

Dans « *Trump Tyranny Tracker* », sur *Substact*, une revue virtuelle très prisée, parue chaque jour, la journaliste Olga Lautman a présenté, lundi, 5 avril, une litanie des faits reprochés au président Donald Trump, sous le titre « *Tyranny Tracker April 12-13* », citant des publications, allant du *Wall Street Journal* (de tendance droite) à « *The Guar-*

*dian* (de tendance gauche) et nombreuses autres sources, elle démontre dans les faits que, par ses actions, le président vise la destruction de la démocratie américaine. Que ce soit par sa politique de déportation massive, de tarifs exorbitants, du démantèlement d'agences fédérales de grande importance, de son plan visant le contrôle des universités, ou du mépris de la justice, il se croit intouchable, « *above the law* », dit-elle (*au-dessus de la loi*).

Je n'entends pas m'étaler sur tout ce que Ms. Lautman a écrit, mais je m'attarde sur un fait



Rudy Giuliani

auquel je réfléchissais, qui démontre que le président s'estime vraiment au-dessus de la loi. Il est question d'une décision de la Cour suprême, la plus haute cour de justice aux États-Unis, concernant Kilmar Abrego Garcia, qui a été expulsé le 15 mars, à El Salvador parmi les déportés, ce jour-là, considérés comme des terroristes qui vivaient illégalement aux États-Unis.

Bien que l'administration reconnaisse avoir commis une erreur dans la déportation de ce jeune Salvadorien, marié à une Américaine et père de trois enfants, le président refuse de se courber devant la décision de la Cour Suprême, comme il avait fait auparavant dans le cas de tous les expulsés, dont ce dernier, déjà à bord de l'avion, quand le juge fédéral James Boasberg, magistrat en chef de la Cour de Justice du district de Columbia (Washington, D.C) avait demandé qu'il ne soit pas déporté avant une décision judiciaire.

Entre-temps, Garcia est incarcéré dans une vaste prison au Salvador, résultat d'une entente entre le président Trump et Nayib Bukele, le président d'El Salvador, une vaste prison est mise à la disposition du président américain moyennant six millions de dollars pour un an.

Le 14 avril, disons avant-hier, lundi, le président Trump a accueilli son homologue salvadorien à la Maison Blanche. Ils

étaient ensemble comme deux amis de vieille date. Quelques heures après son départ, le même jour, M. Bukele envoie un message par *tweet* à son ami, disant « *I miss you*. » (J'ai envie déjà de te voir).

Pas de communiqué concernant ce qui a été dit entre les deux chefs d'État. Rien n'est dit sur le retour de Kilmar Abrego Garcia, tel que le réclame la Cour suprême. M. Trump peut faire à sa guise, car il est au-dessus de la loi ! Alors, il ne fait que démontrer que ce n'était pas un bluff quand, lors de sa campagne électorale, il eut à dire qu'il serait « *dictateur dès le premier jour* ».

Et l'on attend ce qui se passera, après les manifestations générales de samedi contre le président Trump. Car, *Sassy Ass*, @sassyister27.bsky.social, a posé la question, tout en offrant une réponse, que je cite telle qu'elle, en anglais : « *Could this be the last legal peaceful protest ? Trump's plans to implement the Insurrection Act of 1870 on April 20th. April 20 is significant to Project 2025's 90 day schedule; it's also Easter and coincidentally... Adolf Hitler's birthday!* »

(« Se pourrait-il que ce soit la dernière protestation légale ? Car, le 20 avril, Trump planifie d'implémenter « l'Acte de l'insurrection de 1870. Le 20 avril est significatif aussi, quant au Projet 2025, qui prévoit un horaire de 90 jours ; c'est aussi le jour des Pâques, et juste par coïncidence, c'est le jour de naissance d'Adolf Hitler ». Elle indique que le président veut passer de la parole aux actes et déclaré l'état de siège, ce qui est le début officiel d'une dictature.

Puis elle lance cet appel : « *We need HUGE numbers out there! Saturday April 19!!!* » (Il nous faut un nombre immense de gens à faire le déplacement ! Samedi 19 avril !!!).

Je me garde de faire des commentaires. Et je vous donne rendez-vous la semaine prochaine, surtout pour nous étendre sur le projet de Monsieur Trump concernant les universités qui devront suivre ses diktats en matière de curriculum. Ce sera la guerre ouverte !

Pierre Quiroule II  
raljo31@yahoo.com.





ENTRE LA CARICOME ET SES PATRONS, L'HISTOIRE CE CORSE CONTRE HAÏTI

# La feuille de route qui a engendré l'insécurité et les multiples crises reste en place

## Il semble que ces « grands patrons » soient en mode « à prendre ou à laisser »...

la conversation tripartite que Fritz Alphonse Jean a eue avec la Première ministre de Barbade, Mia Mottley, et le secrétaire d'État Marco Rubio ; il donne pour argent comptant la tenue de cette conversation, précisant que « *Les chefs d'État et de gouvernement de la CARICOM et le département d'État américain s'opposent à un changement de gouvernance en Haïti dicté par les groupes criminels* », rapporte le journaliste du *Nouveliste*, citant le quotidien floridien *The Miami Herald*.

Citant directement du même organe, Jean Daniel Sénat rapporte encore : « *Les chefs de gouvernement de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) sont profondément préoccupés par les récentes informations selon lesquelles une coalition de gangs criminels menace de s'emparer du pouvoir et d'imposer un changement de gouvernance en Haïti. Cette situation est totalement inacceptable* ».

Bien que les acteurs présentement au pouvoir n'aient pas exécuté un iota de la feuille de route reçu de la CARICOM, celle-ci estime opportun de déclarer : « *La CARICOM condamne fermement toute tentative de remplacer les dispositions transitoires par la force et la violence. Ces dispositions ont été mises en place par les acteurs haïtiens afin d'ouvrir la voie à des élections libres et équitables d'ici le 7 février 2026 et de rétablir l'autorité constitutionnelle d'Haïti* ».

« *Face à la menace imminente, la CARICOM a consulté Haïti et ses partenaires internationaux afin d'apporter d'urgence une assistance supplémentaire en matière de sécurité à Haïti. La CARICOM salue les efforts des forces de sécurité haïtiennes et du MSS, dirigé par les Kenyans, pour maintenir l'ordre et protéger les citoyens haïtiens. La CARICOM exhorte la communauté internationale, notamment les Nations unies et l'Organisation des États américains, à prendre toutes les mesures nécessaires pour soutenir les autorités haïtiennes dans leur gestion de cette crise* ».

**Le grand patron est aussi embarqué dans ce projet**

Afin que nul ne dise l'initiative, qui sera lancée, pour faire échec au projet de « *coup d'État* » visant le renversement du leadership multicéphale, M. Sénat dit

que l'ambassade des États-Unis à Port-au-Prince a publié la déclaration de la porte-parole du Département d'État Tammy Bruce, que voici : « *Suite aux pourparlers entre le secrétaire d'État et le secrétaire d'État adjoint avec la Première ministre de la Barbade et présidente de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), Mia Mottley, les États-Unis soutiennent la déclara-*

Villa d'Accueil, où se trouvent logés les membres du CPT et le chef du gouvernement.

**CARICOM, Washington, ONU, CPT, etc., logés à la même enseigne**

Comme on dit en créole, « *de je kontre manti kaba* ». À partir de ces dernières déclarations et interventions, finies les illusions ! Ceux qui se berçaient d'illusions,



Secrétaire d'État américain Marco Rubio

tion de la CARICOM condamnant toute action visant à déstabiliser le Conseil présidentiel de transition (CPT) d'Haïti. Les États-Unis supportent les efforts de la Mission multinationale d'appui à la sécurité (MMAS) dirigée par le Kenya et ceux de la CARICOM pour aider le gouvernement dans ses efforts en vue de restaurer la paix et la stabilité en Haïti face aux gangs criminels armés. Les États-Unis continuent de mener des consultations avec les gouvernements à travers la région ».

Si quelqu'un avait des doutes, par rapport au cynisme affiché par les pays qui ont accouché de cette transition, à l'égard d'Haïti, il peut se détromper maintenant, comprenant que les crimes infligés sur le peuple sans défense et les destructions innombrables perpétrées contre toutes les couches sociales par les malfrats constituent l'expression de la feuille de route qu'exécute l'équipe casée à

prenant pour argent comptant les balivernes que ces gens racontent quand ils disent vouloir guider nos pas fragiles vers la démocratie, mais prennent les Haïtiens pour un peuple super-naïf, et dont la manipulation se réalise à peu de frais. Mais maintenant les masques sont tombés. Ceux qui prétendent nous accompagner sur la route de la démocratie, par le biais d'une révision de notre Constitution suivie d'élections « *libres, sincères, et démocratiques* » nous fourrent le doigt dans l'œil jusqu'au coude.

Il faut demander pourquoi la CARICOM, pilotant l'intérim en lieu et place de Washington, ne pose jamais de questions relatives au respect de la feuille de route, alors que à tout bout de champ ce devoir est évoqué quand il s'agit d'insister sur le respect de ce mot d'ordre.

Dans ce cas, dans la mesure où la sécurité est indispensable pour que les gens puissent vaguer

à leurs activités, circuler, jour et nuit, et n'avoir aucune crainte d'être victimes de gangs, comme cela devient la norme, surtout à la capitale.

Il est également nécessaire de rappeler les représentants de la communauté internationale, de réconcilier leurs demandes avec la réalité du terrain. Si la participation des électeurs aux urnes exige un climat de paix et de sérénité, au rythme où les gangs armés sèment la terreur, la mort et la destruction, quand le signal sera-t-il donné pour qu'il soit possible d'installer les infrastructures électorales ?

Il y a une autre question cruciale à laquelle il faut inviter les acteurs internationaux, la CARICOM, l'Onu, l'OEA, les gouvernements amis, le CORE Group et d'autres, l'Organisme mondial présente périodiquement des rapports sur l'insécurité selon lesquels, au cours des deux dernières années, le nombre de réfugiés internes dépassent plus de 2 millions. Voilà des électeurs potentiels, qui seront portés absents à des éventuelles élections.

L'international avait récemment suggéré que le scrutin soit tenu uniquement dans les départements qui ont réussi à tenir les criminels à distance. On pourrait appeler un tel processus des élections partielles. Il faut alors demander si la démocratie encourage un tel système ?

Pour l'instant, le peuple haïtien attend que soient prises des mesures concrètes pour éradiquer les criminels, tant ceux installés dans les bidonvilles et les quartiers de non-droit que ceux installés dans les ministères, les directions généraux ou d'autres spécialités. Quand on parle de criminels, on ne fait pas allusion seulement à ceux qui débarquent chez les autres pour les massacrer, incendier leurs maisons, voler leurs possessions et verser leur sang. Ces dispositions doivent s'accompagner d'autres qui visent à doter l'administration publique de vrais fonctionnaires expérimentés, intègres, et dont les premiers actes sont ceux liés au travail consciemment accompli et non ceux qui viennent continuer une carrière de pillage de la caisse publique et de donner dans la corruption.

Le hommes et femmes de la CARICOM doivent avoir le courage de se prononcer sur la présence de filous au plus haut niveau de l'Exécutif, au sein des neuf membres du CPT. Voici presque un an, depuis que trois de

ces conseillers présidentiels ont été dénoncés pour exigences de pot de vin d'un président d'une des banques d'État, condition sine qua non pour qu'il conserve son poste. Bien que l'Unité de lutte contre la corruption (ULCC) ait conclu que le président de l'institution bancaire en question, qui avait dénoncé les trois racketteurs, disait la vérité, le lanceur d'alarme a été révoqué, alors que les trois escrocs, continuent de toucher leurs émoluments et bénéficier des avantages offerts par leur emploi.

Le peuple haïtien a besoin de se protéger contre les malfrats, certes, mais il demande également que les gens de la CARICOM, qui font choix de ces hauts fonctionnaires mènent une entière enquête de sécurité sur ces personnes. La tolérance de ces personnes au sein du CPT par les hautes personnalités de la CARICOM ne leur fait point honneur. D'ailleurs, certains Haïtiens pensent qu'il est de bonne guerre de dire : Qui se ressemble s'assemble !

L.J.





## ÉDITORIAL



# L'échec du CPT total, la CARICOM doit tirer les conclusions qui s'imposent

**E**n tant que mère de substitut, pour le compte de Washington, ayant accouché du Conseil présidentiel intérimaire multicéphale, la CARICOM n'a pas pu se féliciter du succès de sa créature politique. Après un an aux commandes du pays, ce système hybride s'est révélé un échec sur toute la ligne. Si, depuis plus de six mois, de toutes parts fusaient des dénonciations de corruption, de malversations, notamment à l'encontre des conseillers présidentiels et des condamnations d'incompétence, à l'encontre des membres de l'Exécutif intérimaire, et plus de quatre mois contre le Premier ministre et le chef de la Police, l'appel à la démission ou à la mise à pied de la présidence tournante de neuf membres, ainsi que du gouvernement dirigé par Alix Didier Fils-Aimé, désormais c'est le départ en bloc du gouvernement que la rue exige. Face à la mobilisation, dont les cris viennent de tous les coins d'Haïti, la répudiation, sans appel, par la grande majorité des citoyens haïtiens, des personnes mises à la charge de l'administration publique, s'est confirmée. Il ne reste plus à ceux, qui ont échafaudé cette structure gouvernementale, qu'à avaler la pilule.

Il semble que, après avoir mis en place l'Exécutif à tête multiple, les dirigeants de la Caraïbe, chargés de leur supervision, leur aient laissé le champ libre, tournant le regard ailleurs, alors que les conseillers présidentiels donnaient libre cours dans toutes sortes de filouteries. Dans ce cas, comment expliquer que trois membres du Conseil présidentiel de transition (CPT) soient pris, en même temps, la main dans le sac, exigeant des pots de vin ? Louis Gérard Gilles, Smith Augustin, et Emmanuel Vertilaire, ont fait pressions sur Raoul Pascal Pierre-Louis, président de la Banque nationale de crédit (BNC), une institution d'État, exigeant 100 millions de gourdes (\$750,000) de pot de vin, s'il tient à garder son poste. La corruption battant son plein au CPT, M. Pierre et les autres membres de l'administration de cette structure ont été limogés, tandis que les trois membres dénoncés gardent encore leurs fonctions.

Se solidarisant avec MM. Gilles, Augustin, Vertilaire, les six autres conseillers présidentiels se complaisant dans la corruption, à leur façon, les neuf autres membres ont décidé de rester en poste ensemble. On s'étonne — et pour cause — qu'en tant que créateurs du CPT, les « éminentes personnalités de la CARICOM » ne se sentent nullement concernées par de telles flétrissures. Après un an au pouvoir, ces neuf personnalités, triées sur le volet par des hommes d'État du système caraïbéen, de concert avec le secrétaire d'État américain d'alors, Antony Blinken et ses autres associés de la communauté internationale sont pourtant super pointilleux,

dans leur gouvernance, par rapport à ces infamies reprochées à leurs collègues haïtiens. Il faut se demander les raisons de cette tolérance. Pourquoi de tels crimes sont sévèrement punis ailleurs, rendant leurs auteurs dignes d'ignominies, alors qu'en Haïti ils sont l'objet de grands honneurs ? En sus de bénéficier de juteux salaires et de jouir d'immenses avantages offerts par les fonctions qu'ils occupent.

Dans le monde haïtien, surtout en milieu politique, la déception est immense, face à ces scandales retentissants dénoncés à Port-au-Prince et ayant échos hors des frontières du pays. Car on s'imaginait que, à cause de l'intolérance de la corruption, qu'on croyait la norme, au sein des membres de la CARICOM, tout le monde s'attendait à ce que, tout au moins, les trois conseillers présidentiels impliqués dans le scandale des 100 millions de gourdes de la BNC allaient être éjectés de cette structure. D'ailleurs, d'aucuns pensaient que le choix de ces pays, pour jouer le rôle à eux attribué, aurait été fait par Washington voulant offrir « un modèle unique de gouvernance aux Haïtiens ». À partir de ce constat, il paraît clair que la mission que s'est attribuée la communauté internationale, en faveur du peuple haïtien, est tout autre que ce qu'on croyait. En tout cas, rien n'autorise à croire qu'elle visait à renforcer les bases de la démocratie. Et cela va de soi !

En effet, la communauté internationale, en la personne de la CARICOM, donne l'impression de faire la politique de l'autruche, dans le dossier haïtien, enfonçant la tête dans le sable pour éviter de voir le danger dont elle ne veut pas se soucier. Ce qui amène à poser la question de savoir, comment expliquer la descente aux enfers d'Haïti, à tous les points de vue : mal gouvernance, détérioration économique et financière, misère indescriptible, crise alimentaire, crise humanitaire, dans un premier temps. Dans un second temps, la prise de contrôle progressive de la capitale, et ses environs par les bandits, jusqu'à concurrence de 80 %, sous Jovenel Moïse, pour voir les criminels ajouter leur contrôle à 90% et mettre leur grappin sur encore plus de territoire. Aujourd'hui, la conquête du pays par les gangs armés continue, malgré la présence de la Mission multinationale d'aide à la sécurité (MMAS), sous la direction de Kenya, introduite en Haïti à l'initiative de Washington, avec l'aval des Nations Unies.

Voici déjà un an depuis l'accouchement du Conseil présidentiel, qui n'a repris un seul pouce de terrain perdu, pas moins d'un million de personnes ayant fui leurs résidences, surtout à la capitale et ses environs, pour échapper à la fureur des criminels, tuant avec la même rage des innocents civils et policiers, commençant à faire des victimes

dans les rangs des policiers du Kenya, avant même que ces derniers ne parviennent à justifier leur déploiement sur le sol d'Haïti. Même avec l'aide de renforts de l'Amérique latine, les malfrats intensifient leurs attaques sur la population, lançant leurs offensives où ils veulent et quand ils veulent.

De nos jours, à Port-au-Prince, les tirs d'armes de gros calibres, à n'importe quelle heure, du jour ou de la nuit, entrent dans le cadre du vécu quotidien de la population. Comme c'était le cas, le dimanche 7 avril, pour le père Arsène Jasmin, de la paroisse du Sacré-Cœur. De sa chambre, témoin-t-il, il entendait des tirs au dehors. Assimilant ce fait insolite, à la routine à laquelle il est désormais habitué, il le prenait pour des décharges banales, jusqu'à ce qu'il ait entendu des pas sur le toit du presbytère. C'est alors qu'il s'est précipité pour sonner la cloche de l'église. L'alarme sonnée par les cloches mit les bandits en déroute. L'attroupement de gens dans les rues a permis de constater qu'une institution financière logée à côté du Sacré-Cœur, « Fonkoze », avait été incendiée par les criminels.

Après avoir vécu l'habitude de mettre les forces de l'ordre en fuite, voilà déjà au moins quatre ans, les criminels ont définitivement renversé la situation sécuritaire, en Haïti. Contrairement à ce qui est établi dans un pays normal, où l'État a le monopole de la force, dans notre pays, désormais, les rôles sont renversés en ce sens. Ce sont les bandits armés qui ont l'initiative de la répression. Attendu que la CARICOM se tait sur l'incompétence et l'inaction des autorités haïtiennes, par rapport à la répression des bandits sur le pays entier, il faut demander si l'attitude du pouvoir s'inscrit dans la logique de la mission confiée au CPT et au gouvernement par la communauté internationale, la destruction du pays.

Si la CARICOM et les pays tuteurs persistent à enfouir leur tête dans le sable, par rapport à la situation sécuritaire et l'incompétence, à tous les niveaux du pouvoir, l'atmosphère de sédition, ou d'opposition, qui s'exprime, dans les différents milieux du pays, risque de se matérialiser. Car des signes en ce sens commencent à se manifester. Comme à la commune de Tabarre où la municipalité est en passe de mettre sur pied sa propre force de police pour défendre son territoire et ses citoyens contre les bandits. Il faut s'attendre à ce que d'autres régions du pays suivent les brisés de celle-ci. Entre-temps, cette même municipalité a organisé une grande manifestation de rues pour protester contre l'insécurité, la vie chère et la misère extrême. Dans ce contexte, Tabarre a suivi l'exemple de plus d'une vingtaine d'autres agglomérations, à la capitale, ayant orchestré un mouvement similaire de protestation contre les hommes et l'unique femme au pouvoir.

Le mouvement de rupture avec les auto rités d'origine exogène se manifeste autrement encore. Différents secteurs politiques expriment leur option de recourir à la Cour de cassation pour rem placer cette administration intérimaire incompétente et stérile. Parmi les dernières affiliations à se prononcer en ce sens, à cette date, c'est le Regroupement des démocrates nationaux progressistes (RDNP), créé par le défunt président Leslie F. Manigat, maintenant sous la direction de sa veuve, Mirlande Hyppolite, ex-sénateur et candidate malheureuse à la présidence, qui faisait partie d'une première version de gouvernement de transition.

Dans ce concert de dénonciations, véhiculés en Haïti ou venu d'ailleurs, dont les dirigeants haïtiens font l'objet, la dernière goutte d'eau, qui fait déverser le vase, est parvenue des Nations Unies. Le Bureau intégré des Nations Unies, en Haïti (BINUH), a dénoncé l'indifférence des forces de l'ordre, par rapport aux attaques des gangs sur la population civile, notamment de Kens coff, dans les hauteurs de Pétiion-Ville, accusant celles-ci d'avoir attendu trop longtemps avant de déployer des ripostes musclées, pour vaincre les criminels. Ce qui a permis aux bandits de tuer plus de 200 personnes. Si les représentants de l'ONU se sont gardés, comme toujours, de parler d'incompétence et de négligence, c'est-à-dire appeler un chat un chat, c'est qu'ils donnent dans la diplomatie.

De toute évidence, la tolérance, dont a fait preuve la gent au pouvoir, à l'égard des criminels, les font démériter aux yeux du peuple haïtien. Mais quel traitement méritent ceux qui les tolèrent ? Il appartient à la CARICOM de tirer les conclusions qui s'imposent : Un rapport objectif public sur la gestion de la gouvernance intérimaire avec cette présidence multicéphale et le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé, une conclusion qui amène indubitablement à une énième transition. Après ce grand malheur que l'international a attiré sur Haïti, les pays tuteurs comprendront pourquoi *Haïti-Observateur* et les nationalistes haïtiens avaient, au départ, rejeté l'option présidence multicéphale, croc en jambe à la Constitution de 1987.

HAÏTI OBSERVATEUR		Haïti-Observateur P.O. Box 156237 Briarwood, N.J. 9 11435-6235 Tel. (718) 812-2620	
<b>SUBSCRIPTION FORM</b> <b>BULLETIN DE SOUSCRIPTION</b>			
<b>HAÏTI</b>	<b>ESPAGNE</b>	<b>CANADA</b>	<b>EUROPE, ASIE ET AFRIQUE</b>
<input type="checkbox"/> 12 mois (12 numéros) \$15.00 <input type="checkbox"/> 6 mois (6 numéros) \$8.00 <input type="checkbox"/> 3 mois (3 numéros) \$4.50 (paiement en dollars US)	<input type="checkbox"/> 12 meses (12 números) \$15.00 <input type="checkbox"/> 6 meses (6 números) \$8.00 <input type="checkbox"/> 3 meses (3 números) \$4.50 (pago en dólares de EE.UU.)	<input type="checkbox"/> 12 months (12 issues) \$15.00 <input type="checkbox"/> 6 months (6 issues) \$8.00 <input type="checkbox"/> 3 months (3 issues) \$4.50 (payment in US dollars)	<input type="checkbox"/> 12 months (12 issues) \$15.00 <input type="checkbox"/> 6 months (6 issues) \$8.00 <input type="checkbox"/> 3 months (3 issues) \$4.50 (payment in US dollars)
Nom (Nom) _____ Adresse (Address) _____ Ville (City) _____ État/Province/Région (State/Province/Region) _____ Code postal (Zip) _____			



# EDITORIAL



## CARICOM must draw appropriate conclusions from the CPT's total failure

As the surrogate mother, on behalf of Washington, who gave birth to the multi-headed Transitional Presidential Council (CPT by its French acronym), CARICOM cannot congratulate itself for the success of its political creature. After a year at the helm of the country, this hybrid system has proved to be a total failure. For more than six months, there have been widespread denunciations regarding corruption and embezzlement against three presidential councilors and the members of the interim executive have been strongly criticized for their incompetence. For more than four months, there have been calls for the resignation or dismissal of the nine-member rotating presidency, as well as of the government headed by Prime Minister Alix Didier Fils-Aimé. Indeed, Haitian citizens, from every corner of the nation, have been mobilized against this governing body. They fully repudiate this kind of public administration imposed on the country by foreign entities. All that is left for those who created this style of government structure is to swallow their bitter pill.

Three members of the CPT were caught red-handed in a bribe scandal. Louis Gérald Gilles, Smith Augustin and Emmanuel Vertilaire had pressured Raoul Pascal Pierre-Louis, the president of the state-owned *Banque Nationale de Crédit* (BNC), demanding 100 million gourdes, (\$750,000) in bribes, for him to keep his job. With corruption in full swing at the CPT, it is Mr. Pierre-Louis who was fired for denouncing them, while the three presidential councilors are still in office.

In solidarity with Messrs. Gilles, Augustin, Vertilaire, the six other Council members, did not repudiate the action of their peers by disbanding them from the Council. Thus, the nine councilors have proven their membership in the "Corruption Club." They feel at ease rubbing shoulders together.

Astonishingly, the creators of the CPT, the "eminent personalities" of CARICOM, have shown no concern for this blight. After all, they are the ones who, in concert with then American Secretary of State Antony Blinken and his associates of the International Community who set up this style of governance for Haiti. One would think, these bigwigs would have observed that after a year in power, the nine personalities, hand-picked by them, have shamed them in exercising this unique Caribbean system of governance and would have acted against their Haitian colleagues for their infamies. We wonder about the reasons for this tolerance. Why are such crimes severely punished in their own countries, while in Haiti the perpetrators of such ignominy are the object of great honors and are benefitting from juicy salaries and im-

mense benefits offered by the positions they hold?

In Haiti, at large, especially in political circles, there is great disappointment at the resounding scandals denounced in Port-au-Prince, the echoes of which are heard abroad. No one imagined that intolerance of corruption would be the norm among CARICOM members. Otherwise, the three Presidential advisors implicated in the BNC \$750,000 scandal would have been removed long ago from the organization. Moreover, some people thought that those "eminent personalities" of CARICOM were chosen especially to play the role, attributed to them by Washington, wanting to offer "a model of governance to the Haitians." From what is observed, there's no doubt that the mission which the international community has assigned itself, on behalf of the Haitian people, is quite different from what was thought in the beginning. In any case, there's no reason to believe that this undertaking was aimed at strengthening the foundations of democracy. That is blatantly clear!

Indeed, the leaders of the International Community, via CARICOM, give the impression of burying their heads in the sand regarding their Haitian policy, as if the bigwigs of the Western world avoid seeing the danger about which they really do not want to worry. This raises the question of how to explain Haiti's descent into hell, from every point of view, such as bad governance, economic and financial deterioration, indescribable misery, food crisis, humanitarian crisis and now the gradual takeover of the capital by bandits, up to 80%, under Jovenel Moïse, now 90%. And the criminals are extending their control over more territory. Today, the conquest of the country by the armed gangs continues, despite the presence of the Kenya-headed Multinational Security Assistance Mission (MMAS), introduced in Haiti on Washington's initiative, with the backing of the United Nations.

Since its inception a year ago, the Transitional Presidential Council has not regained one single inch of ground that was lost to the gangs. No less than a million people have fled their homes, especially in the capital and its surroundings, to escape the fury of the criminals, who kill innocent civilians and police officers with the same rage, and who have begun to claim some victims in the ranks of the Kenyan police, even before these "saviors" can justify their deployment on Haitian soil. With over 1,200 police officers and soldiers from Kenya and elsewhere, even from some Caribbean and Latin American countries on the ground in Haiti, the thugs are stepping up their attacks on the population, launching their offensives wherever and whenever they please.

In Port-au-Prince, the firing, these

days, of large-caliber weapons at any time of day or night is part of people's daily lives. As was the case on Sunday, April 7, for Father Arsène Jasmin, of the *Sacré-Coeur* (Holy Heart) Catholic parish. From his room, he says, he could hear sounds of gunfire outside. Assimilating this unusual event to the regular routine to which he's currently used, he took it for commonplace discharges. Then he heard footsteps on the roof of the presbytery. That's when he rushed to ring the church bells. The alarm raised by the bells routed the bandits. As people gathered in the streets, it became clear that "Fonzie," a financial institution next to the Sacré-Coeur church, had been set on fire by the criminals.

Having made a habit, for some four years, to put the forces of law and order on the run, the criminals, definitively have turned the security situation on its head in Haiti. Unlike in a normal country, where the State has the monopoly on force, in our country the roles are reversed. It is the armed bandits who have the initiative in matter of repression. Given that CARICOM is silent about the incompetence and inaction of the Haitian authorities, regarding the realm repression by bandits throughout the country, we must ask whether the attitude of those foreign authorities is in line with the mission entrusted to the CPT and the government by the International Community.

If CARICOM and the guardian countries persist in burying their heads in the sand over the security situation and incompetence at all levels of power in Haiti, the atmosphere of sedition, or opposition, which is being expressed in various quarters of the country, is likely to materialize. Signs of this are beginning to appear. In the commune of Tabarre, for example, the municipality is in the process of setting up its own police force to defend its territory and the citizens against bandits. One should expect other communities to follow suit. Meanwhile, that same municipality organized a major street demonstration to protest insecurity, the inflated costs of living and extreme poverty. In this context, Tabarre has followed the example of more than twenty other towns that have organized similar protest movements against the men and the one-woman exercising power.

The movement to break away from the choice of the authorities beyond Haiti's borders is being manifested in yet another way. Various political sectors express their option to resort to the *Cour de Cassation* (Haiti's Supreme Court) to find a replacement to this incompetent and sterile interim administration. Among the latest organizations to express its view on the subject is the Regrouping of National Democrats and Progressists (French acronym RDNP), created by the late President

Leslie F. Manigat, now headed by his widow, Mirlande Hyppolite, a former senator and unsuccessful presidential candidate, who also had participated in a first version of a transitory administration.

In this chorus of denunciations of the current Haitian leaders, as conveyed in Haiti or coming from elsewhere, there is what should be considered last the drop of water to cause the vase to overflow. Would you imagine that it is from the Nations? Indeed, the United Nations Integrated Office in Haiti (BINUH by its French acronym) has denounced the indifference of the security forces to the gang attacks on the civilian population, particularly in Kenscoff, in the heights of Pétion-Ville. The UN organization accuses them of having waited too long before deploying forceful countermeasures to defeat the criminals. As a result, the bandits were able to kill over 200 people. Of course, the UN representatives were careful, as always, not to mention the incompetence of the authorities, nor their negligence. In other words, they did not call a spade a spade, due to their diplomatic status.

Certainly, the tolerance shown by those in power towards the criminals makes them anathema to the Haitian people. But what treatment should be reserved for those who tolerate the armed bandits? It is up to CARICOM to draw the necessary conclusions. We believe that the leaders overseeing this organization should work on an objective public report concerning the management of their interim governance with a multi-headed presidency and Prime Minister Alix Didier Fils-Aimé. Undoubtedly, this conclusion would lead to yet another transition. After this great misfortune brought upon Haiti by those bigwigs of CARICOM and of the International Community, hopefully the guardian countries will understand why the Haiti-Observateur and most Haitian nationalist patriots had rejected from day one, the option of this multi-headed presidency, which is a slap in the face to the 1987 Constitution!

**HAITI OBSERVATEUR**

Haiti-Observateur  
P.O. Box 356237  
Briarwood, N.Y. 11435-6237  
(718) 812-2820

**SUBSCRIPTION FORM**  
BULLETIN DE SOUSCRIPTION

<b>HAÏTI</b>	<b>EUROPE</b>
1200 \$/an	1200 \$/an
600 \$/6 mois	600 \$/6 mois
300 \$/3 mois	300 \$/3 mois
<b>CANADA</b>	<b>AFRIQUE ET ASIE</b>
1200 \$/an	1200 \$/an
600 \$/6 mois	600 \$/6 mois
300 \$/3 mois	300 \$/3 mois
<b>EUROPE, AFRIQUE ET ASIE</b>	<b>CARIBBE ET AMÉRIQUE LATINE</b>
1200 \$/an	1200 \$/an
600 \$/6 mois	600 \$/6 mois
300 \$/3 mois	300 \$/3 mois
<b>EUROPE</b>	<b>EUROPE</b>
1200 \$/an	1200 \$/an
600 \$/6 mois	600 \$/6 mois
300 \$/3 mois	300 \$/3 mois

Nom/Name: \_\_\_\_\_  
 Company/Compagnie: \_\_\_\_\_  
 Address/Adresse: \_\_\_\_\_  
 City/Ville: \_\_\_\_\_ State/État: \_\_\_\_\_  
 Zip Code/Code Postal: \_\_\_\_\_ Country/Pays: \_\_\_\_\_





# FOOTBALL FÉMININ HAÏTIEN

## Nérlia Mondésir en excellente forme

Par Jacques Brave

Nérlia Mondésir, première footballeuse haïtienne à signer comme professionnelle en France, en 2017, semble devoir gagner et réussir le pari de s'imposer comme première Haïtienne à réussir dans cette prestigieuse ligue professionnelle, la plus suivie, et surtout la plus lucrative américaine de football féminin, la NWSL. Arrivée l'été dernier, après une carrière remarquable au Montpellier-Hérault de huit saisons au cours desquelles il a marqué de son empreinte le Club héraultais, l'une des meilleures équipes de la Ligue française, la Di Arkemia.



Nérlia Mondésir

Invocant des problèmes financiers, le Club du président Héraultais, M. Nicollin, a dû dégraisser et se séparer de quelques joueuses de poids, dont Nérlia, son atout offensif no. 1 transférée, l'été dernier, aux USA.

À 26 ans, la star capoise engageait un autre pari difficile, dans cette ligue américaine, la plus lucrative de très haut niveau, au niveau de jeu le plus élevé au monde. Les USA ne sont pas par accident la nation de loin la plus titrée en football féminin et presque éternelle-

ment no.1 au classement féminin de la FIFA. Pour notre Nérigol, c'était un pari plus que difficile, surtout dans un environnement nouveau, très différent de celui qu'elle a connu jus qu'ici (...Haïti de 2013 à 2017 avec la France depuis 2017 jusqu'à 2024

France) avec une langue différente, un environnement, un style de vie et de jeu nettement aussi différent, un style de jeu nouveau de ce qu'elle a connu jus qu'ici, surtout aussi la langue même si on sait que tous les joueurs formés à l'ancienne Académie Camp Nous recevait une éducation variée, même au niveau de la langue, qui les prépare dans l'idée qu'ils puissent s'adapter à tous les pays, à différents environnements.

Donc on ne regrettera jamais assez qu'un si beau projet Camp Nous ait été brusquement abandonné sans raison. Car, là raison avancée officiellement, la sécurité, n'est pas

convaincante, car Camp Nous fonctionnait sans aucune entrave, à Croix des Bouquets, sans aucun incident ; les responsables développant une stratégie de toujours sensibiliser et d'associer toute la communauté et l'environnement du Centre au projet.

D'ailleurs on remarquera, malgré l'état général dans tous les ghettos les championnats de vacances, même tard la nuit, se déroulent sans entrave, de même que ce championnat national dit « spécial », se joue sans incident, puisque, en Haïti

le football est au-dessus de tout antagonisme. En Haïti, les projets-football font toujours l'unanimité et se déroulent en bénéficiant du plein appui de toute la société, au point que l'on parle souvent, et depuis toujours, à juste raison, en Haïti, « d'un pays uni autour

d'un ballon rond », on en veut pour preuve le puissant groupe (400 Maro zo) évoluant à Croix des Bouquets, depuis des années et n'a jamais posé aucun problème au fonctionnement de l'Académie, encore plus ce groupe organise son propre championnat d'été et des équipes, arbitres sortent de très loin pour venir jouer des matches. Bien avant le football, en 2000, le ministère des Sports, via son académie, l'ENTS, depuis 1995, n'a jamais été inquiété dans son fonctionnement; une vidéo récente montrant un chef de gang se baladant sur les terrains de football du Centre n'a été qu'un show, une démonstration sans lendemain, car depuis toujours le football a été au-dessus des clivages sociaux et politiques.

Nérlia, que l'on disait blessée pour expliquer son absence, lors du récent tournoi de deux matches, au Chili, a prouvé donc, samedi soir, qu'elle est en pleine forme, et elle, qui adore les longues courses rapides, résistant aux charges et duels adverses, s'est régalée dans ce match contre cette équipe d'Orlando, de loin la meilleure des USA, d'ailleurs plusieurs fois on dirait éternelle championne du pays, de loin mondial no. 1 de football féminin.

La formation de Nérlia Seattle Reign recevait donc les super stars d'Orlando Pride de la méga star brésilienne, Marta, plusieurs fois Ballon d'Or, malgré le temps et son âge continue d'être capitaine d'Orlando. Seattle Reign recevait donc l'équipe multi championne des USA, considérée d'ailleurs comme la plus forte équipe du monde, Orlando Pride alignant la plus grande vedette de football féminin au

monde, le multi ballon d'or, la Brésilienne Martha et aussi plusieurs vedettes multiples championnes du monde avec l'équipe des USA. Notre star capoise était alignée d'entrée, et malgré la défaite de Seattle, Orlando, vainqueur 1-0 sur but de l'Africaine

Branda, Nérlia, alignée d'entrée, a été étonnante, tout au long de ce match, qui fut un régal pour les spectateurs et nombreux fans de la TV, puisque la rencontre a été diffusée en heure de pointe, samedi soir. Au milieu de ces méga stars mondiales, comme l'a souligné le commentateur de la rencontre, n'a pas man-



Nérlia Mondésir, capitaine de l'Équipe nationale.

qué d'éloges avec des commentaires flatteurs pour notre Haïtienne, qui a brillé, s'intégrant avec lucidité, précision et inspiration au jeu, distillant de nombreuses passes lumineuses et étant par ses sprints et ses accélérations, une menace constante pour les championnes. Dans ce match spectaculaire, où il a butté de peu, en deux à trois occasions de peu sur la portière adverse brillante dans ses saves devant Nérigol, qui s'adapte progressivement au style américain et, sans aucun doute notre championne a été le principal danger

face à la meilleure équipe du monde. Et c'est important de souligner que, contrairement à une opinion largement répandue dans la presse haïtienne, plus branchée en matière de football sur l'Europe, dans la hiérarchie du football féminin mondial, tant en finances

qu'en termes de médiatisation ou de résultats internationaux, ce n'est pas l'Europe mais plutôt la NWSL, la Ligue féminine, US est la compétition la plus relevée au monde, comme devrait le faire penser le fait que les USA sont de loin le pays le plus titré dans la hiérarchie mondiale du football féminin. Nérlia a été très en

vue et le commentateur TV l'a bien souligné plusieurs fois, rappelant son passé de soulier d'or U15 CONCACAF, en 2015, et vice-championne invaincue de ce championnat. Alignée d'entrée, au couloir droit, tant par ses remises, ses courses rapides et ses constants changements de rythme, elle a été un danger de tous les instants pour les superbes championnes des USA, Orlando Pride vainqueur un peu heureux de ce match spectaculaire.

C'était faux donc, la rumeur répandue dans l'opinion haïtienne qu'elle était

blessée. Ce qui aurait motivé son absence, lors des récents matches internationaux contre le Chili. Sans doute, avec les menaces, qui planent sur tout immigrant, légal ou illégal, elle a hésité à laisser les USA pour

Suite en page 4